



## Conseil économique et social

Distr. générale  
10 juin 1999  
Français  
Original: anglais

---

### Session de fond de 1999

Genève, 5-30 juillet 1999

Point 13 g) de l'ordre du jour provisoire\*

**Questions relatives à l'économie et à l'environnement :**  
**transport des marchandises dangereuses**

### **Restructuration du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses**

#### **Note du Secrétaire général**

Le Secrétaire général appelle l'attention du Conseil sur une lettre datée du 12 janvier 1999 que lui a adressée le Président du Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique (voir annexe) au sujet de la restructuration du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses\*\*.

---

\* E/1999/100 et Add.1.

\*\* Voir aussi E/1999/43, par. 1, projet de résolution II, et par. 18 à 25.

## Annexe

### **Lettre datée du 12 janvier 1999, adressée au Secrétaire général par le Président du Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique**

J'ai l'honneur de vous demander, par la présente, de bien vouloir m'aider à franchir une étape importante en vue de la sécurité des substances chimiques à l'échelle mondiale. La genèse de cette question étant relativement complexe, permettez-moi de vous expliquer dans le détail où en est le dossier, afin que vous puissiez ainsi mieux le faire progresser.

La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, tenue à Rio de Janeiro, en juin 1992, a permis d'établir un programme d'action intitulé Action 21, dont le chapitre 19 traite de la gestion écologiquement rationnelle des substances chimiques toxiques. Les travaux qu'exige la réalisation des objectifs du chapitre 19 ont pu avancer par le biais du Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique créé en 1994. D'importants progrès ont été accomplis en vue de la réalisation de ces objectifs grâce aux travaux effectués dans un certain nombre de domaines d'activité. La Commission du développement durable a été tenue régulièrement informée de cette progression.

Le domaine d'activité B du chapitre 19 concerne l'harmonisation de la classification et de l'étiquetage des produits chimiques et a pour objectif un système harmonisé mondialement de classification et d'étiquetage compatible, comportant notamment des fiches sur la sécurité et des symboles facilement compréhensibles, qui serait disponible, si possible, d'ici à l'an 2000. Initialement engagés par l'Organisation internationale du Travail, en 1991, dans le prolongement de sa convention sur les produits chimiques, 1990 (No 170), les travaux pratiques nécessaires à la mise en oeuvre d'un système harmonisé à l'échelle mondiale ont beaucoup avancé sous la direction d'un groupe de coordination établi par l'OIT dans le cadre du Programme interorganisations sur la gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques. Une série de critères de classement harmonisés a été élaborée et les travaux entrepris ont été fermement appuyés par les participants au Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique.

Le Groupe de coordination du Programme interorganisations sur la gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques a également étudié les modalités les plus efficaces pour l'application du système harmonisé et le Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique lui a recommandé d'opter pour un mécanisme non contraignant, sans toutefois exclure la possibilité de lui donner force obligatoire à l'avenir. Le Groupe de coordination a examiné de près plusieurs options et a jugé que la solution la plus rationnelle consistait à utiliser le cadre existant offert par le Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses qui est un organe subsidiaire du Conseil économique et social. Le Groupe de coordination du Programme interorganisations n'ignorait pas que certains pays n'étaient pas favorables à la création de nouveaux comités internationaux mais, il a également reconnu que la restructuration proposée ne devait en aucun cas nuire aux travaux techniques menés par le Comité d'experts.

Le projet de mécanisme d'application et les changements proposés au mandat et à la structure du Comité d'experts sont décrits dans le document joint. Cette question a été examinée par le Groupe intersessions du Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique à sa troisième session (GIS3), qui s'est tenue à Yokohama (Japon) du 1er au 4 décembre 1998. Le Groupe intersessions a souscrit au mécanisme d'application proposé et m'a demandé de vous écrire afin que le Conseil économique et social puisse examiner la question de la restructuration à sa session de fond de 1999. J'ai également été informé qu'à sa vingtième

session (Genève, 7-16 décembre 1998), le Comité d'experts a élaboré un projet de résolution du Conseil qui approuve en principe la restructuration proposée pour ce même Comité d'experts. Ce projet sera incorporé dans le rapport biennal que le Comité d'experts soumettra au Conseil. Le Groupe de coordination du Programme interorganisations sur la gestion rationnelle des produits chimiques a bien sûr prêté une oreille attentive aux souhaits et aux besoins du Comité d'experts et a étroitement associé le Comité et son secrétariat à tout le déroulement du dossier. En outre, à sa troisième session, le Groupe intersessions a demandé au Groupe de coordination, en étroite coopération avec le Comité d'experts, d'élaborer un projet de mandat pour la nouvelle structure proposée qui serait examiné par le Conseil en même temps que le projet de résolution recommandé par le Comité d'experts.

J'espère que ces précisions sauront témoigner de la ferme volonté affichée par les participants, notamment les gouvernements, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, de faire progresser cette question selon les modalités indiquées. Je vous serais donc reconnaissant de bien vouloir satisfaire à ma demande et de m'aider à franchir un stade important qui permettrait de terminer une partie des travaux relevant du domaine d'activité B, quoique avec un peu de retard par rapport au calendrier fixé à l'origine. J'espère qu'avec votre collaboration, nous pourrions mettre en place un mécanisme d'application pour la période biennale 2001-2002. L'entrée en vigueur du système de classement harmonisé ne manquera pas d'avoir des conséquences bénéfiques pour la santé, la sécurité et l'environnement et d'ouvrir de nouvelles possibilités d'échanges commerciaux.

Si nécessaire, des informations techniques supplémentaires peuvent être obtenues auprès de M. Isaac Obadia, Secrétaire du Groupe de coordination du Programme interorganisations sur la gestion rationnelle des produits chimiques à l'Organisation mondiale du Travail.

Le Président du Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique  
(Signé) J. R. **Hickman**



## **Pièce jointe**